

18 décembre 2015 – Déclaration à l’occasion de la Journée internationale des migrants

Les services publics accueillent les migrant(e)s et les réfugié(e)s et renforcent la résilience de nos communautés

Lire en ligne : <http://www.world-psi.org/fr/18-decembre-2015-la-journee-internationale-des-migrants>

« Notre monde actuel connaît une intensification des déplacements de populations. En effet, les conflits, les violations des droits humains, la violence et les catastrophes climatiques poussent des millions de personnes à quitter leur maison », a déclaré Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l’Internationale des Services Publics.

Selon un rapport publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, on recensait environ 59,5 millions de personnes déplacées à travers le monde en 2014, en raison des conflits et des violences qui sévissent aux quatre coins de la planète. Ces chiffres ont en effet grimpé en flèche par rapport aux années précédentes. Et au vu des conflits qui perdurent dans de nombreuses régions du monde, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, cette tendance risque bien de s’accroître. Fin 2014, la Syrie réunissait à elle seule 7,6 millions de personnes déplacées et 3,88 millions de réfugiés. Vient ensuite l’Afghanistan et ses 2,59 millions de personnes ayant fui le pays, suivi de la Somalie, avec 1,1 million de réfugiés. Il est alarmant de constater que plus de la moitié des réfugié(e)s à travers le monde sont des enfants. Si la majeure partie de ces réfugié(e)s vivent dans des camps installés dans les pays voisins, un grand nombre d’entre eux/elles ont, au péril de leur vie, emprunté de dangereuses routes afin de solliciter la protection de l’Europe. Selon l’Organisation internationale pour les Migrations, en 2015, 809 266 personnes ont foulé diverses routes d’Afrique, d’Asie ou encore du Moyen-Orient pour atteindre l’Europe. Nombre d’entre elles ont perdu la vie en tentant de traverser la mer Méditerranée, tandis que ceux/celles qui y sont parvenu(e)s se sont retrouvé(e)s coincé(e)s aux frontières de l’Europe. Un grand nombre de migrant(e)s ont été hébergé(e)s dans des centres d’accueil et d’autres ont obtenu l’asile.

Les travailleurs/euses des services publics travaillent en première ligne pour offrir des services publics aux nombreux/euses migrant(e)s et réfugié(e)s, notamment en faisant face aux situations d’urgence, en leur permettant de s’inscrire dans le pays, en assurant leur sécurité, en leur offrant de la nourriture, un toit, des soins de santé, des services aux enfants, ou encore des services sociaux. Aux côtés des autorités locales, ces travailleurs/euses fournissent des services essentiels au bien-être et à l’intégration des migrant(e)s, notamment en dispensant une éducation à leurs enfants, en leur donnant accès à des soins sociaux, en les aidant à trouver du travail, ou encore en leur proposant des formations.

« En cette Journée internationale des migrants, nous appelons à l’unité et à la solidarité face à ces déplacements de personnes, qu’il s’agisse de migrant(e)s, de demandeurs/euses d’asile et de réfugié(e)s, voire de personnes déplacées à l’intérieur même de leur pays », a poursuivi Rosa

Pavanelli. « Nous devons surmonter cette peur des migrant(e)s, et lutter contre la xénophobie et l'intolérance. Ces personnes ont fui la violence. Elles ont plus que tout besoin de notre protection et de notre soutien. En outre, les Etats doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et proposer des solutions cohérentes en matière de migration et d'asile. La Convention des Nations Unies sur les droits des migrants, ainsi que les Conventions C97 et C143 de l'OIT sur les travailleurs migrants offrent un cadre juridique qui garantit la protection des droits humains des migrant(e)s. La Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés (1951) constitue quant à elle l'instrument mondial visant à garantir la protection des réfugié(e)s. Les Etats sont tenus de respecter ces obligations. »

« Il est profondément choquant que les gouvernements de l'UE soient toujours incapables de mettre en œuvre le principe européen de solidarité. Les autorités locales ne disposent pas des fonds nécessaires pour offrir un toit aux personnes qui fuient la persécution, la guerre et la pauvreté », a déclaré Jan Willem Goudriaan, Secrétaire général de la Fédération syndicale européenne des services publics. « Nous rencontrons une crise de l'accueil en raison des années d'austérité qui ont transformé les services publics en un secteur sous-financé, en manque d'effectif et mal préparé. Les régions du sud et de l'est de l'Europe continuent de devoir prendre en charge la plupart des afflux de nouveaux arrivants. Il est temps de passer des paroles aux actes. Nous avons besoin que les Etats membres de l'UE soient solidaires. L'Union européenne peut et doit gérer cette situation. »

« Parallèlement, nous sommes préoccupé(e)s par les lourdes répercussions du changement climatique sur les communautés déplacées », a ajouté Rosa Pavanelli.

Si les émissions de carbone et les facteurs contribuant au réchauffement climatique ne connaissent aucun changement, on peut s'attendre à subir davantage de catastrophes – tempêtes, inondations, sécheresses, désertification, ou encore glissements de terrain –, ce qui pourrait entraîner le déplacement de plus de 200 millions de personnes d'ici 2050.

Et la Secrétaire générale de l'ISP d'ajouter : « Ces changements climatiques, exacerbés par la concurrence à l'égard des ressources qui s'amenuisent, telles que la nourriture, l'eau et le carburant, contribuent à intensifier les conflits, et donc les déplacements. Le changement climatique, les conflits et les mouvements de population sont intrinsèquement liés. Tout comme nous devons nous attaquer au problème de la migration, nous devons également nous attaquer aux causes fondamentales de la migration forcée, en nous concentrant sur les questions du développement durable, économique et social, de la démocratie et de la paix. »

« Au vu des [résultats](#) de la Conférence des Nations Unies sur le climat de cette année, nous devons faire pression sur les autorités nationales et locales en vue d'accélérer la transition vers des sociétés "zéro carbone", en utilisant les instruments législatifs, financiers, exécutifs et réglementaires à leur disposition pour opérer les changements nécessaires », a poursuivi Rosa Pavanelli. Les syndicats et la société civile doivent stimuler la volonté politique, en vue de contrer les puissants groupes de pression du secteur privé. Dans cette transition vers une société à zéro émission de carbone, nous insistons sur une transition juste vers des emplois durables et nous soutenons le renforcement de la résilience de nos communautés face au changement climatique. Les infrastructures et les services publics constituent la clé pour développer des stratégies d'atténuation et d'adaptation. Nous devons

renverser les politiques néolibérales qui mènent à la pauvreté et à l'exclusion, et mettre un terme à l'austérité. »

Et la Secrétaire générale de l'ISP de conclure : « A l'heure où de nombreux déplacements de populations s'observent à travers le monde, le rôle des services publics de qualité dans l'accueil des migrant(e)s et des réfugié(e)s au sein de nos sociétés est plus que jamais vital. Il est indispensable de pouvoir compter sur des services publics correctement financés et assurés par le secteur public afin de renforcer la résilience et la préparation de nos communautés, et ainsi affronter le changement climatique. »

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. La ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. La ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.

La [FSESP](#) est la Fédération syndicale européenne des services publics. La FSESP est la plus grande fédération de la CES et rassemble 8 millions de travailleurs du service public répartis au sein de plus de 265 syndicats. Elle représente les travailleurs de l'énergie, des secteurs de l'eau et des déchets, de la santé et des services sociaux, et des autorités locales, régionales et centrales, dans tous les pays européens, y compris le voisinage oriental de l'UE. La FSESP est l'organisation régionale de l'Internationale des services publics (ISP).